



Adobe Photoshop
Créez votre design.

Balo vous montre comment avec l'IA.

En savoir plus

Économie

Finances publiques : la France dépense plus que ses voisins européens et choie les retraités

À l'heure des mesures de restriction budgétaire, des économies pourraient pourtant être réalisées sur les pensions de retraite, estime l'économiste François Écalle.

Par Sarah Dumeau

Publié le 20/03/2024 à 12h00

Les dépenses publiques de la France sont très élevées, et ce constat n'est pas nouveau. Dans une étude publiée ce mardi 19 mars sur son site d'information sur les finances publiques, Fipeco, l'ancien conseiller de la Cour des comptes François Écalle compare la situation française à celles des autres pays européens.

Résultat : la France dépense plus que ses voisins dans presque tous les domaines. « Le poids des dépenses publiques, en pourcentage du PIB, est plus élevé en France que dans l'Union européenne pour toutes les fonctions à l'exception des transports, de la sécurité intérieure et de la justice », résume François Écalle. Les dépenses publiques françaises représentaient, en 2022, 58,3 % du PIB contre 49,5 % en Allemagne ou 43,5 % aux Pays-Bas. La moyenne européenne se situe à 49,6 %.

À lire aussi : Dépenses publiques : « La France est comme un dinosaure »

Financement des pensions de retraite

À l'heure où le gouvernement annonce des mesures de restriction budgétaire – 10 milliards d'économies sur le budget 2024, 20 milliards à trouver sur celui de 2025 –, l'économiste passe en revue les principaux postes de dépenses de l'État. Les dépenses publiques de santé représentent 12,2 % du PIB, contre 10,5 % en moyenne en Europe. Celles associées au chômage se sont élevées à 1,7 % du PIB, contre 1,2 % en moyenne. Les intérêts de la dette, sans surprise, pèsent sur les finances publiques en France avec une dette qui atteint plus de 3 000 milliards d'euros. Ils se sont élevés à 2 % du PIB en 2022, contre 0,7 % en Allemagne, reine de l'orthodoxie budgétaire.

Mais le poste de dépense le plus important reste le financement des pensions de retraite. « Les dépenses de retraite ont atteint 14,4 % du PIB en France, contre une moyenne de 11,9 % du PIB dans l'Union européenne et 11,9 % en Allemagne. [...] C'est la plus importante source d'écart entre les dépenses publiques en France et dans la moyenne de l'Union européenne », écrit l'économiste dans son rapport.

À lire aussi : Écoles, hôpitaux : où va l'argent de vos impôts ?

« Cette priorisation, par rapport à celle des autres pays, s'est faite au détriment de l'enseignement, de la recherche, des transports, de la sécurité intérieure et des fonctions supports », constate encore François Écalle. La France consacre ainsi 0,3 % de son PIB à la recherche fondamentale, contre 0,6 % en moyenne en Europe et 1 % en Allemagne.

Le parti de la majorité plébiscité par les seniors

Pour François Écalle, si on veut réduire le déficit sans augmenter les impôts, difficile dans ce contexte de ne pas demander un effort aux retraités. « Les pensions de retraite représentent un quart des dépenses publiques », souligne-t-il. Les retraités ont jusqu'à présent été choyés budgétairement par les gouvernements successifs. Épargnés par la réforme des retraites votée début 2023 qui ne concerne que les futurs retraités, ils ont vu leurs pensions revalorisées sur l'inflation (+ 5,3 %) à l'automne dernier. Les retraités ont pourtant un niveau de vie supérieur, en moyenne, à celui des actifs.

« Il faudrait sous-indexer les pensions de retraite sur l'inflation : chaque fois que vous revalorisez les pensions d'un point, cela coûte trois milliards », insiste l'ancien magistrat de la Cour des comptes. Les autres postes de dépenses sont plus contraints, explique-t-il : « C'est difficile de faire des économies sur la santé, sur l'éducation ou sur les dépenses militaires où c'est plutôt une hausse qui se profile. »
